



Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. III, n° 1 | 1999

Volume III Numéro 1

La Ligue des communistes de Serbie et l'ouverture de la question nationale serbe : 1977-1987

Yves Tomić



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/289>

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 1999

Pagination : 89-119

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Yves Tomić, « La Ligue des communistes de Serbie et l'ouverture de la question nationale serbe : 1977-1987 », *Balkanologie* [En ligne], Vol. III, n° 1 | juillet 1999, mis en ligne le 03 juin 2008, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/289>

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2019.

© Tous droits réservés

La Ligue des communistes de Serbie et l'ouverture de la question nationale serbe : 1977-1987

Yves Tomic

- 1 Les rares études consacrées à la montée du nationalisme en Serbie dans les années 1980, ou à la désintégration de l'État yougoslave, n'ont accordé qu'une faible attention au conflit entre les élites politiques dirigeantes des trois entités constituant cette république avant 1987¹. Or, il est difficile de comprendre l'essor de Slobodan Milošević au sein de la Ligue des Communistes de Serbie sans prendre en considération les dysfonctionnements constitutionnels qui affectaient la Serbie et leur exploitation politique par les élites dirigeantes.
- 2 La pratique et l'idéologie des différentes organisations communistes, ayant prévalu dans le "monde socialiste" de 1945 à 1989, ont montré que le nationalisme, ou sinon les sentiments nationaux, pouvaient être utilisés, instrumentalisés par les élites communistes afin de renforcer leurs assises politiques et sociales. La Ligue des Communistes de Serbie, fondée en 1945, connaissait une situation complexe puisqu'elle était divisée en trois entités : elle comprenait une organisation pour chacune des Provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo) et de fait, une pour la Serbie étroite ou centrale (Serbie sans les provinces)². Ces trois composantes n'étaient pas réellement unies. Chacune défendait les prérogatives offertes par le système socio-politique yougoslave, surtout après 1974. Dans cet article, nous retracerons l'évolution du combat politique pour l'unité de la Serbie, mené par les dirigeants de Belgrade entre 1977 et 1987. Le débat consacré à cette question fut clairement posé en 1977 au sommet du Parti et de la République de Serbie. Selon nous, l'année 1987 marque une discontinuité caractérisée par un changement de stratégie dans le mode de règlement de cette question épineuse. La question de l'unité de la Serbie, telle que formulée dans les années 1970, était-elle légitime et quels en étaient les fondements ? Notre objectif est de contribuer à l'étude des causalités de l'ouverture de la question nationale serbe dans la Yougoslavie communiste

et de la montée du nationalisme durant les années 1980. Dans quelle mesure la constitution yougoslave de 1974 constitue-t-elle une cause de la montée du ressentiment national en Serbie³ ? L'échec des dirigeants serbes à résoudre la question constitutionnelle entre 1977 et 1987 n'est-il pas la cause principale de l'émergence de Slobodan Milošević au sein du Parti dominant ?

- 3 Dans un premier temps, nous présenterons les raisons du mécontentement des dirigeants de la Serbie à l'égard de la Constitution yougoslave de 1974 et nous établirons les principaux faits historiques de leur combat politique visant à remédier aux dysfonctionnements du système. Dans un second temps, nous établirons les éléments de discontinuité avec la politique précédente, correspondant à l'ascension politique de Slobodan Milošević.

La constitution yougoslave de 1974 : l'insatisfaction de la direction politique serbe et la question de l'unité de la Serbie

- 4 En Yougoslavie, les structures étatiques et sociales subirent des transformations tout au long de l'existence du système communiste, surtout entre 1945 et 1974. Plusieurs constitutions furent élaborées en fonction des étapes du développement de la société socialiste yougoslave. Une réforme de la Fédération yougoslave fut entreprise entre 1967 et 1974 : elle aboutit à l'adoption d'une nouvelle constitution en février 1974. En augmentant considérablement les prérogatives des Républiques, la nouvelle constitution renforçait les tendances à la confédéralisation du pays. La réforme constitutionnelle eut pour conséquence de rendre plus complexe la position de la République de Serbie au sein de la Fédération. En effet, les deux Provinces autonomes qui lui étaient rattachées depuis 1945 étaient désormais définies comme des unités fédérales à part entière. Tandis que dans les constitutions de 1946 et de 1963, les pouvoirs et les institutions des Provinces étaient délimités par la République socialiste de Serbie, dans la constitution de 1974, ils l'étaient par le pouvoir fédéral. En fait, la République de Serbie perdait la possibilité de réguler par elle-même la position des unités autonomes. Le changement intervint avec les amendements de 1968 et surtout ceux de 1971, entérinés par la constitution de 1974. Les Provinces devinrent l'égales des républiques et leurs relations avec la Serbie centrale furent affaiblies.
- 5 L'essentiel des réformes fut adopté sous le gouvernement de la direction libérale serbe (Marko Nikezić, Latinka Perović) entre 1968 et 1972. Plusieurs commissions et groupes de travail avaient été formés pour préparer les réformes structurelles de la Fédération. On créa au sein de la commission constitutionnelle fédérale une instance de coordination, dont le président était Edvard Kardelj, principal idéologue du socialisme yougoslave. Le président de l'Assemblée fédérale, Milentije Popović, les dirigeants Mijalko Todorović, Miloš Minić, Dragoslav Marković, les professeurs Jovan Đorđević, Najdan Pašić, Radoslav Ratković y représentaient la Serbie. En décembre 1968, le comité central de la LC de Serbie apporta son soutien aux changements constitutionnels décentralisateurs. En effet, la majorité de ses membres estimaient que le centralisme limitait le développement du peuple serbe⁴. La direction serbe adopta l'essence des réformes constitutionnelles : elle se prononça pour la limitation des fonctions économiques du pouvoir central et pour l'autonomisation des Républiques⁵. En fait, ses positions allaient dans la même direction

que celles des dirigeants de la Slovénie et de la Croatie. Les dirigeants des Provinces de Voïvodine et du Kosovo appuyèrent la décentralisation qui allait augmenter leur pouvoir.

- 6 Toutefois, certaines voix s'étaient exprimées contre cette évolution et s'étaient prononcées pour le *statu quo*. Des critiques et des inquiétudes furent formulées à propos du nouveau poids politique des Provinces autonomes. Dragoslav Marković, qui avait participé aux travaux de la commission constitutionnelle depuis 1967 en tant que président de l'Assemblée de Serbie, émit des réserves sérieuses, surtout en 1971, lors de la poursuite de la réforme⁶. Il considérait que la constitution fédérale n'avait pas à définir les relations entre les Provinces et la Serbie car cette République était un État souverain⁷. Néanmoins, ses remarques ne furent pas prises en compte. Les dirigeants serbes critiques se trouvaient isolés au sein de la commission de coordination et sans soutien de la part des représentants des autres Républiques. Leurs dissensions ne prirent jamais une dimension dramatique et menaçante. Tout au long des discussions, ils revendiquèrent l'ouverture et la publicité des débats, ce que refusaient les autres acteurs, parmi lesquels Edvard Kardelj. Néanmoins, à aucun moment, ils ne bloquèrent les transformations constitutionnelles. De même, la formulation de ces griefs n'aboutit pas à une articulation politique et plus particulièrement à la constitution d'une fraction au sein du Parti.
- 7 Après la chute des dirigeants libéraux en 1972, la nouvelle direction politique (Dragoslav Marković, Tihomir Vlaškalić, Mirko Popović, Dobrivoje Vidić, Petar Stambolić, Živan Vasiljević, etc.) ne contesta pas la réforme constitutionnelle. Elle n'était d'ailleurs pas unie sur la question et une partie des dirigeants de la Serbie centrale (Mirko Popović, Živan Vasiljević, Momčilo Dugalić) appuyait directement les positions des dirigeants des Provinces autonomes avec l'aval de Miloš Minić, principal dirigeant politique serbe dans les instances fédérales⁸. Toutefois, la présidence de la République socialiste de Serbie, s'inquiétait des contradictions internes à cette unité fédérale. Elle décida d'ouvrir la question des relations entre les trois entités de la République de Serbie lors de sa réunion du 16 janvier 1975. L'utilité de conduire une étude à ce propos fut approuvée. Nous retracerons ici brièvement les différentes étapes de l'élaboration de cette étude. Lors de sa réunion du 24 juin 1976, on informa la présidence collégiale qu'un groupe de travail avait été formé pour étudier cette question épineuse. La commission de travail comprenait des experts juridiques : Radoslav Ratković, Najdan Pašić, Veljko Marković, Lale Drašković, etc. Le fruit de leurs analyses fut remis au président de la Serbie en décembre 1976. Ce dernier décida avec ses plus proches collaborateurs d'envoyer le document à Edvard Kardelj. Fin décembre 1976, il revit définitivement le texte avec Najdan Pašić. La rédaction en fut achevée au début de l'année 1977. Le 13 janvier 1977, Dragoslav Marković et Tihomir Vlaškalić eurent un long entretien avec Edvard Kardelj. Selon le président de la Serbie, Kardelj affirma que les Provinces autonomes ne pouvaient se transformer en Républiques et qu'il fallait régler la question de la structure étatique de la Serbie au niveau fédéral si nécessaire⁹. L'idéologue du communisme yougoslave réitéra son point de vue lors d'un dîner avec Ivan Stambolić, Tihomir Vlaškalić, Dragoslav Marković et Alexandar Gligorijević le 20 mai 1977¹⁰.
- 8 En mars 1977, le rapport de la commission fut remis aux membres de la présidence collégiale de Serbie, ainsi qu'aux principaux dirigeants. Il portait le titre : « la République socialiste de Serbie et les provinces autonomes en son sein : situation constitutionnelle et pratique ». Ce document est également connu sous l'appellation de "Livre bleu" en raison de la couleur de sa couverture. Néanmoins, de nombreuses personnes travaillant au sommet du Parti ne purent l'obtenir. En effet, il fut reprographié en faible quantité. Il ne

fut jamais sérieusement étudié et discuté à la Présidence serbe, ni remis à l'Assemblée de Serbie¹¹. Toutefois, le président de la République, Dragoslav Marković, souleva la question de l'unité de la Serbie, peu avant l'été 1977 à l'Assemblée de Serbie, dans son rapport concernant les activités de la présidence de la République. Le passage de son allocution consacré à cette question suscita de nombreuses invectives de la part de certains délégués (députés)¹². Le principal dirigeant serbe savait que les problèmes soulevés par le rapport rencontreraient une opposition farouche. Il devait donc avancer prudemment et ménager les susceptibilités. Le contenu du rapport élaboré par des juristes était essentiellement technique et sans connotation politique particulière. Il rappelait les définitions des Provinces autonomes et de la République de Serbie dans les constitutions de la Fédération et de la République de Serbie elle-même. Le texte analysait les fonctions des différentes institutions par rapport à l'existence des Provinces autonomes. D'après la constitution de la RS de Serbie, l'Assemblée composée de délégués issus de l'ensemble de la République (y compris les Provinces) pouvait délibérer sur les affaires concernant la totalité du territoire de la République. Or, ils constataient que l'Assemblée de la RS de Serbie ne s'occupait que des affaires de la Serbie centrale, c'est-à-dire le territoire sans les Provinces autonomes. Sa composition entraînait donc en contradiction avec le travail réellement effectué. La portée des prérogatives de la présidence serbe concernait également l'ensemble du territoire de la Serbie. Mais dans la réalité, elle ne traitait que des affaires de la Serbie centrale. Il en était de même pour le Conseil exécutif de l'Assemblée (le gouvernement). En matière de justice, les rapporteurs estimaient que la collaboration était nécessaire entre les différents tribunaux afin d'instituer un système juridique cohérent à l'échelle de la Serbie entière. Les juristes constataient également que dans le champ législatif l'unité de la Serbie n'était pas assurée. Les domaines de la défense populaire, des affaires intérieures, extérieures, économiques, de l'éducation et de la culture étaient également traversés par de nombreuses contradictions.

- 9 En conclusion, ils posaient la question de la validité de la République serbe en tant qu'État national du peuple serbe :

Étant donné les tendances prononcées à l'affaiblissement de l'unité de la République en tant que tout, ainsi que la différenciation de plus en plus prononcée entre les trois domaines séparés, faiblement ou liées entre elles formellement uniquement, la question se pose désormais de savoir si le peuple serbe, en égalité avec les autres peuples de Yougoslavie, réalise bien son droit historique à posséder un État national dans le cadre de la fédération yougoslave reposant sur le principe de l'autodétermination nationale.¹³

- 10 Les auteurs du rapport mettaient en garde les autorités contre la construction de trois systèmes juridiques différents à l'intérieur de la République de Serbie, contre la tendance au repli sur soi de chacune des parties de la République (Serbie étroite, Provinces autonomes) dans le domaine économique, dans l'éducation, la culture, le sport. Selon eux, la Serbie ne pouvait exprimer une voie cohérente au sein de la Fédération yougoslave. L'objectif à atteindre était d'assurer "l'unité de la République en tant qu'État et communauté socialiste autogestionnaire et démocratique".
- 11 L'instance de coordination du comité central de la Ligue des Communistes de Serbie aborda les travaux des experts juridiques, notamment le 30 juin 1977, ainsi que les 11 et 12 juillet 1977. Les dirigeants des Provinces autonomes multiplièrent les attaques verbales et qualifièrent le contenu de l'étude de "nationaliste". De surcroît, certains des membres de cette instance exigèrent des sanctions contre les initiateurs du rapport. Ce fut le cas, par exemple, de Mahmud Bakali, dirigeant albanais du Kosovo, mais aussi de dirigeants

serbes, tels que Miloš Minić et Stevan Doronjski. Dragoslav Marković prit conscience que ses positions étaient minoritaires au sein de l'instance où les discussions étaient menées¹⁴. Les 11 et 12 juillet, Dragoslav Marković, Petar Stambolić, Tihomir Vlaškalić, Ivan Stambolić, et Aleksandar Gligorijević furent les principaux dirigeants stigmatisés¹⁵. À cause de cette opposition, le rapport fut retiré et il ne fut jamais publié en tant que tel¹⁶.

- 12 On informa Tito le 27 juillet 1977 de la teneur des débats au sein de l'appareil dirigeant de Serbie. Il sembla vouloir apaiser la situation. La présidence du comité central de la LC de Serbie tenta de soulever à nouveau la problématique de l'unité de la Serbie le 7 octobre 1977 : elle engagea une discussion approfondie dans les rangs du Parti¹⁷. Le rapport de force y fut moins en défaveur des initiateurs du "Livre bleu"¹⁸. Toutefois, l'avantage fut de courte durée et les désaccords au sein du comité central de la LC de Serbie s'exprimèrent fermement lors du XXXI^{ème} plénum en novembre 1977. Les partisans des Provinces y prirent le dessus. Le contenu du livre, retiré dès l'été, ne fut pas discuté, mais certains membres du comité central tentèrent de déterminer les responsables et les initiateurs du document incriminé dans le but de remettre en cause leur présence au sein des instances dirigeantes du Parti. Dragoslav Marković, Petar Stambolić, Ivan Stambolić et Đorđe Lazić furent sévèrement attaqués et accusés d'être des "nationalistes serbes" par les dirigeants communistes des Provinces autonomes. Selon Žarko Papić, membre du comité exécutif du comité central de la LC de Serbie à l'époque, le retrait du livre fut provoqué par les conflits au sein du Parti liés à la question des cadres et de leur progression dans les rangs de l'organisation¹⁹. En fait, certains dirigeants des Provinces souhaitaient utiliser le "Livre bleu" comme moyen d'écarter Dragoslav Marković lors des prochaines élections et de la redistribution des principales fonctions politiques²⁰.

- 13 Les dirigeants serbes ayant soulevé la question des relations internes de la République de Serbie souhaitaient éviter tout conflit politique et se savaient probablement peu soutenus dans les rangs du pouvoir fédéral. Selon Dragoslav Marković, les Provinces étaient appuyées par les structures fédérales où l'on pensait qu'une Serbie faible était la précondition d'une Yougoslavie forte²¹. Au niveau fédéral, dans des réunions à huis clos, on considéra le "Livre bleu" comme un document "centraliste, unitariste et antiautogestionnaire"²². Le rapport de forces ne penchait donc pas en faveur d'une révision de la constitution, adoptée trois ans plus tôt, et de l'établissement de l'unité au sein de la République de Serbie. Le combat politique pour l'unité de la Serbie fut avorté et neutralisé. Les dirigeants politiques de la Serbie centrale agirent sans s'adresser à l'opinion : les débats furent circonscrits au sommet du Parti et la population ne fut pas informée de leur teneur. Cette question demeura donc en suspend jusqu'au début des années 1980.

Réouverture de la question de l'unité de la République socialiste de Serbie en 1981

- 14 Les dirigeants de la Serbie centrale exploitèrent le soulèvement albanais au printemps 1981 dans la Province du Kosovo pour réactiver le débat sur l'unité de la Serbie. Il fut amorcé le 6 mai 1981 lors du XIV^{ème} plénum du comité central de la LC de Serbie consacré aux causes et aux conséquences des manifestations albanaises. Dragoslav Marković rappela la définition constitutionnelle des Provinces et des Républiques et souligna que les premières ne pouvaient s'identifier aux secondes :

Les Provinces autonomes socialistes ne sont pas identiques aux Républiques. Elles le sont en grande partie dans la pratique, mais elles ne peuvent l'être sur la base de la Constitution de la RSFY et de la Constitution de la RS de Serbie. (...) Il y a une grande différence dans la Constitution de la RSFY entre ce qu'est une république socialiste et une Province autonome socialiste. Selon la Constitution, une République est un État qui repose sur la souveraineté du peuple, le pouvoir et la gestion de la classe ouvrière. Une Province autonome est une communauté socio-politique reposant sur le pouvoir et l'autogestion de la classe ouvrière²³.

- 15 Selon Dragoslav Marković, la principale racine du nationalisme serbe se situait dans l'absence de règlement de la question constitutionnelle de la RS de Serbie²⁴. Ivan Stambolić consacra son exposé plus systématiquement au problème des relations entre les différentes entités de la RS de Serbie. Il évoqua les débats de 1977 et l'absence de solution aux problèmes posés à l'époque était, selon lui, une des causes des événements du Kosovo²⁵. Il estimait que la RS de Serbie se fédéralisait et il constatait que les liens entre la Serbie étroite et les Provinces étaient de plus en plus faibles, surtout dans le domaine économique²⁶. Il dénonçait les tendances désintégratrices à l'échelle de la Fédération yougoslave et celles affectant plus particulièrement la Serbie, la politique des "économies nationales" conduisant selon lui au nationalisme²⁷. Il affirma avec vigueur que les Provinces autonomes ne pouvaient être des "communautés étatiques", à savoir des Républiques²⁸. Il appelait un débat plus profond sur ces questions au sein du Parti.
- 16 Ce débat eut lieu lors du XVIII^{ème} plénum du comité central de la LC de Serbie du 24 au 26 décembre 1981. La réunion posa la question, considéré comme tabou depuis 1977, des moyens de lier les principes d'autonomie des Provinces et d'unité de la Serbie²⁹. Sa réouverture en 1981 au sein du comité central suscita de larges discussions (plus de 80 personnes prirent la parole lors du XVIII^{ème} plénum) et de vives polémiques. Le plénum fut retransmis à la télévision et à la radio contre l'avis du sommet de la LCY qui craignait une détérioration des relations interethniques en Serbie³⁰. Dans son discours d'introduction, le président du comité central, Tihomir Vlaškalić, constatait que les Provinces se repliaient sur elles mêmes au dépend de la cohésion de la République de Serbie. Elles mettaient en avant leur appartenance à la Fédération, en tant que "parties constitutives" de celle-ci, et négligeait leur appartenance à la RS de Serbie. La coopération entre les différentes structures de pouvoir des Provinces et du reste de la Serbie était jugée insuffisante. On reprochait la même situation dans la Ligue des communistes de Serbie. En effet, les ligues provinciales s'étaient détachées de l'organisation centrale et il en était de même dans les autres organisations socio-politiques (l'Alliance socialiste du peuple travailleur surtout). À cause des profondes divisions entre les différentes structures politiques, plusieurs lois concernant l'ensemble de la République n'avaient pu être adoptées et appliquées (loi sur la défense populaire, loi sur le plan social de la Serbie, loi sur le Conseil exécutif, etc.)³¹. De ce fait, les dirigeants de la Serbie étroite estimaient que la RS de Serbie n'était pas constituée en tant que "communauté étatique du peuple serbe, des peuples et nationalités vivant en son sein" (discours de Petar Stambolić³², Dragoslav Marković³³). Dragoslav Marković évoqua le "Livre bleu" de 1977 (comme de nombreux orateurs d'ailleurs) et l'opposition des dirigeants des Provinces de l'époque. Il proposa sa diffusion aux membres du comité central de la LC de Serbie. Son discours fut un ardent plaidoyer pour la recherche d'une solution à la question constitutionnelle de l'État de Serbie. Il s'opposa fermement à sa fédéralisation, ainsi qu'à l'égalité de statut des Provinces avec les Républiques³⁴. Ivan Stambolić souligna également la justesse du contenu du "Livre bleu"³⁵. La plupart des membres du comité central ne connaissait pas le

contenu de ce document, ainsi que la teneur des débats qui avaient eu lieu en 1977 au sein des organes dirigeants du Parti et de l'État. Les journalistes et l'opinion disposaient d'encore moins d'informations le concernant. Ivan Stambolić expliqua pour quelles raisons la question de la position constitutionnelle des Provinces était soulevée : selon lui, les manifestations albanaises et le refus des autorités de la Province du Kosovo d'accepter l'aide du ministère de l'Intérieur de Belgrade avait démontré le mauvais fonctionnement de la Constitution et cette situation justifiait la démarche de la direction de la LC de Serbie³⁶. Son discours fut par ailleurs orienté contre les dirigeants de la Province de Voïvodine qui critiquaient sévèrement l'ouverture de cette problématique constitutionnelle³⁷.

- 17 D'un point de vue programmatique, la direction politique de Serbie se fixait comme objectif de rétablir l'unité de la République, sans modifier la Constitution, ni remettre en cause les autonomies des Provinces, mais en appliquant la Constitution de 1974. Elle s'opposait tant au repli des Provinces sur elles-mêmes, qu'à la "recentralisation étatique" de la Serbie. Il s'agissait là d'un travail ardu d'équilibristes. Les dirigeants des Provinces, quant à eux, soutenaient l'orientation d'une plus forte intégration au moyen de l'autogestion au sein de la République, mais émettaient des craintes quant au renforcement du centralisme et quant à la subordination des Provinces au centre étatique (Belgrade)³⁸. La plupart des polémiques lors des discussions concernaient l'axe Belgrade- Novi Sad (capitale de la Province de Voïvodine). De nombreuses critiques avaient été exprimées à Novi Sad les mois précédents³⁹. Lors de ce plénum, qui s'avéra l'un des plus importants de l'histoire de la LC de Serbie, on forma un groupe de travail dans le but de formuler des conclusions (Boško Krunic, Špiro Galović, Dobrivoje Vidić, Dušan Ckrebić, Veli Deva)⁴⁰. Elles furent présentées lors du plénum suivant : le 13 janvier 1982⁴¹. Elles définissaient le contenu de l'unité recherchée. L'unité et la communauté (*jedinstvo i zajedništvo*) devaient se réaliser dans le cadre de la constitution et de la loi sur le travail associé de 1976, d'une plus grande coopération entre les différentes assemblées et directions politiques et par l'intégration ou l'unification de certaines fonctions remplies par les Provinces en matière de défense populaire, de sécurité intérieure et de coopération internationale⁴². L'accent était mis également sur la coopération culturelle et dans le domaine de l'éducation. Le document rappelait la nécessité d'élaborer et d'adopter une loi sur le Plan social de la République, chargé de définir les principales orientations du développement économique, ainsi qu'une loi sur la Défense populaire. Les conclusions des XVIII^{ème} et XIX^{ème} plénum du Parti furent reprises par le IX^{ème} congrès de la LC de Serbie en mai 1982. La réalisation de l'unité de la République devenait le principal devoir du Parti⁴³.

- 18 Entre 1982 et 1984, la Commission constitutionnelle de l'Assemblée de la RS de Serbie analysa à plusieurs reprises l'état des relations internes à l'intérieur de la République. En 1984, un document fut élaboré en dépit des divergences persistantes entre les positions des représentants des Provinces et de la Serbie étroite, notamment à propos des articles 300 et 301 de la Constitution définissant les fonctions communes aux trois entités⁴⁴. Le XVIII^{ème} plénum du comité central de la LC de Serbie, convoqué les 23 et 24 novembre 1984, fut l'occasion de faire le bilan de la politique en faveur de l'unité après deux années de réalisation des "devoirs" fixés par le Parti en 1982. En fait, la réunion du Parti était consacrée à la question des réformes du système politique. Mais lors des débats, il fut question de l'unité de la Serbie à plusieurs reprises. Les dirigeants de la Serbie étroite et des Provinces divergeaient à propos de l'évaluation des résultats dans ce domaine. Tandis

que les premiers considéraient les résultats insuffisants, les seconds estimaient que des progrès avaient été réalisés⁴⁵. Les membres du comité central originaires des Provinces autonomes rejetaient les propositions de changements de la constitution en se référant aux oeuvres de Tito et de Kardelj⁴⁶. Les dirigeants du Kosovo étaient fermes dans la défense du statut constitutionnel des Provinces et dénonçaient les intentions de réviser les principes de 1974⁴⁷. Les partisans des réformes en Serbie centrale faisaient appel aux même personnalités pour convaincre leurs détracteurs. Lors de ce plénum, le discours de Slobodan Milošević fut remarqué ; il y critiquait avec vigueur ceux qui rejetaient les réformes :

Si l'on nous avertit qu'en soulevant ces questions, nous risquons d'entrer dans une crise politique, alors entrons-y, on s'y trouvera sur le point de divergence d'une alternative : l'unité ou le séparatisme. Dans cette crise, le séparatisme ne passera pas, car le peuple entier s'est prononcé pour l'unité. Toute direction qui n'est pas capable de s'en rendre compte finira par perdre la confiance du peuple - et elle doit la perdre. Si la politique de la désintégration et du séparatisme ne disparaît pas, alors cette société n'a aucune perspective, et elle doit éclater.

Nous devons être conscients que les adversaires des réformes nécessaires au sein du système politique, sitôt que nous leur parlons d'unité, nous proclamant unitaristes, nous imputent des intentions absurdes, comme quoi nous voulons l'abolition des Républiques et des provinces, comme quoi nous prônons la suppression ou la réduction de l'aide aux sous-développés, etc. Mais cette sorte d'insinuations, ces abus de langage, ne passent plus. Pour commencer nous devons nous libérer du complexe de l'unitarisme. Les communistes serbes n'ont jamais lutté pour l'unitarisme. Au contraire, toutes les tentatives visant à imposer une telle politique ont été condamnées. On inculque à tort, et depuis longtemps, aux communistes serbes le complexe de l'unitarisme et un sentiment de culpabilité lié au comportement de la bourgeoisie serbe de par le passé, tout en sachant que la bourgeoisie serbe avait sur ce point le soutien de toute la bourgeoisie du pays, et qu'elle avait contre elle le prolétariat yougoslave uni et entier, peu importe qu'il fût d'origine serbe, macédonienne ou croate. Et néanmoins, malgré des faits si bien connus, indiscutables, les communistes serbes sont toujours obligés de se laver d'une souillure qui ne leur appartient pas, et de rester en retrait lorsqu'il est question de l'unité et de l'État yougoslave, pour éviter qu'on leur impute une tendance à l'unitarisme. (...) ⁴⁸

- 19 Une des propositions présentée par la présidence du Parti lors de ce plénum concernait l'aide économique à la Province autonome du Kosovo. Plutôt que de verser leur contribution à la Fédération, les communistes de la Serbie centrale préféraient allouer les fonds à l'intérieur de la République de Serbie par le développement de liens autogestionnaires entre les entreprises des différentes entités⁴⁹. Les communistes du Kosovo émirent de nombreuses critiques contre cette proposition⁵⁰. Une nouvelle fois, l'instance dirigeante du Parti appelait au renforcement de l'unité et indiquait qu'il fallait briser les résistances entravant la réalisation de cet objectif. Cette volonté de lutter contre la désintégration de la RS de Serbie était valable également pour la Fédération. Tout en affirmant lutter contre le "centralisme bureaucratique" et "l'unitarisme", les dirigeants de Serbie exprimaient leur désapprobation face au repli sur elles-mêmes des Républiques et des Provinces, ainsi qu'aux "tendances séparatistes et particularistes"⁵¹.
- 20 Ivan Stambolić, devenu président du Parti en avril 1984, s'engagea particulièrement dans le combat politique en faveur de l'unité. De ce fait, il était considéré comme un "nationaliste" et un "centraliste" par les dirigeants des Provinces, ainsi que d'autres Républiques. Ivan Stambolić avait appuyé depuis 1976-1977 la volonté de rétablir l'unité de la Serbie. En tant que chef du gouvernement de cette République entre 1978 et 1982, il

constata à quel point la Serbie était désunie sur le plan étatique⁵². Il avait été confronté aux dirigeants des Provinces négligeant les intérêts de l'ensemble de la République. En raison de la persistance des tensions entre les dirigeants des Provinces et ceux de la Serbie centrale, la présidence du comité central de la Ligue des Communistes de Yougoslavie (LCY) forma un groupe de travail (Dimče Belovski, Vidoje Žarković, Hamdija Pozderac, Jure Bilić et Milan Kučan) le 16 avril 1985 lors de son XIX^{ème} plénum. Il ne comprenait aucun représentant de la Serbie, mais Ivan Stambolić participa à ses travaux. Lors du plénum du comité central de la LCY des 23 et 29 juillet 1985, le Parti fédéral adopta un document concernant "l'unité et la communauté" au sein de la Serbie. La prise en considération des conflits internes à cette république par les organes centraux de la LCY révéla l'ampleur des difficultés dans les relations entre Novi Sad, Belgrade et Priština. Le comité central de la LCY estimait qu'il ne pouvait rester indifférent face à cette situation et il proposa son aide à la LC de Serbie dans le but de contribuer au dénouement de sa crise interne. De surcroît, le Parti en tant que force politique dirigeante et dominante, ne pouvait offrir l'image d'une organisation désunie et affaiblie.

- 21 L'organe dirigeant de la LCY reconnaissait qu'il existait de graves divergences, conduisant à des confrontations ouvertes quant à l'interprétation de la Constitution de la RS de Serbie, ainsi qu'au sens et au contenu donné au concept d'unité. S'il constatait que le droit du peuple serbe de posséder son propre État comme les autres peuples de la Fédération n'était pas complètement accompli, étant donné la non-réalisation du principe constitutionnel de l'appartenance des Provinces à la RS de Serbie, il mettait en garde les dirigeants de la Serbie étroite de respecter les droits souverains des travailleurs, ainsi que des nations et nationalités des Provinces autonomes et de ne pas utiliser des "méthodes étatico-centralistes" contraires à la Constitution pour régler la question de l'unité. L'intégration de la Serbie devait se réaliser par le renforcement des liens autogestionnaires entre les entreprises des différentes entités (points 5 et 7). Le comité central de la LCY appelaient les différentes assemblées de Serbie, et plus particulièrement leurs commissions constitutionnelles à analyser les divergences d'interprétation de la Constitution afin de les amenuiser (point 2). Il demandait également aux différentes composantes d'accomplir des efforts pour adopter et appliquer les lois concernant l'ensemble du territoire de la République. À ce propos, il reprit les critiques des dirigeants de la Serbie étroite concernant la pratique du consensus dans l'adoption des lois alors que la Constitution ne prévoyait pas une telle procédure (point 3). Les Provinces devaient veiller à respecter les lois applicables à l'ensemble du territoire (point 4). Les autres points du document concernaient les méthodes de travail du Parti pour réaliser les objectifs fixés (centralisme démocratique, action idéologico-politique unie, publicité des débats, etc.).⁵³
- 22 Ces avis exprimés par le comité central de la LCY furent adoptés par son XIII^{ème} congrès en 1986. Il fallut une dizaine d'années pour que la LCY prit sérieusement conscience de la gravité du problème de l'unité de la Serbie. Dragoslav Marković estima que malgré les compromis contenus dans le texte, il s'agissait d'un réel progrès⁵⁴. Le rapport de forces avait été quelque peu modifié. Les résistances des Provinces, notamment celle de la Voïvodine, ne s'estompèrent pas complètement après l'adoption de ce document. À aucun moment, les dirigeants de la Serbie étroite ne firent appel à l'opinion publique pour appuyer leurs positions. Connaissant la méfiance des organes fédéraux du Parti vis-à-vis de leurs revendications, ils avançaient prudemment dans leur combat pour l'établissement de l'unité de la Serbie, tout en respectant les autonomies. Il s'agissait pour

eux de ramener les autonomies, qui s'étaient élargies considérablement dans la pratique à leur cadre constitutionnel.

L'ascension politique de Slobodan Milošević

- 23 Toutefois cette ligne politique fut remise en cause en 1987 par les orientations politiques de Slobodan Milošević qui assumait un revirement idéologique de la LC de Serbie, fondé sur la défense des intérêts nationaux. Slobodan Milošević est loin d'avoir agi seul au sein de la direction du Parti. Toutefois, il fut le principal responsable des choix politiques à partir de 1987. Peu d'études ont été consacrées à cette personnalité politique. Le journaliste Slavoljub Đukić est le premier à avoir rédigé en Serbie sa biographie politique⁵⁵. À l'étranger, hormis quelques articles parus dans divers périodiques, son ascension au pouvoir n'a pas fait l'objet d'études approfondies⁵⁶.
- 24 Slobodan Milošević entra au Parti communiste à Požarevac, sa ville natale, en tant que lycéen en 1959. Il quitta ensuite Požarevac pour Belgrade pour y suivre des études de droit. Il participa aux activités de la cellule du Parti à la faculté de droit dont il prit d'ailleurs la direction. De 1963 à 1965, il fut membre du comité universitaire de la LC de Serbie où il s'occupa des questions idéologiques. Il noua à la faculté de droit des relations amicales fondamentales pour la suite de sa carrière au sein du Parti. Les liens qu'il noua avec Ivan Stambolić, neveu d'un des principaux dirigeants serbes de l'après guerre, Petar Stambolić, furent déterminants pour sa progression au sein des structures du pouvoir. Ivan Stambolić prit la direction de l'entreprise Technogas après ses études de droit (1965-1975). Lorsqu'il passa à la direction de la Chambre de commerce de Belgrade, Slobodan Milošević le remplaça à la tête de cette entreprise. Ivan Stambolić, promu chef du gouvernement de la Serbie (1978-1982), il accéda à la présidence de la banque Beobanka. Slobodan Milošević devint membre de la présidence de la LC de Serbie en 1982, alors qu'Ivan Stambolić prit la direction de l'organisation communiste de Belgrade (1982-1984), tout en étant membre de la présidence du Parti. En avril 1984, Ivan Stambolić fut élu au poste de président du comité central de la LC de Serbie. Slobodan Milošević lui succéda à la direction du comité du Parti pour la ville de Belgrade.
- 25 Son élection à la tête de l'organisation communiste de Belgrade, la plus importante numériquement et l'une des plus influentes au sein de la LCY, représenta son entrée dans la véritable vie politique du pays. Jusqu'à ce moment, il avait évolué à des échelons secondaires et il ne faisait pas partie du groupe des principaux dirigeants de la république. Ivan Stambolić de par ses choix dans la politique des cadres contribua à son ascension rapide entre 1984 et 1986. Ce fut au cours de cette courte période que Slobodan Milošević établit les fondements de sa progression au sommet du Parti et de l'État⁵⁷. Il constitua autour de lui une équipe d'individus dévoués qui jouèrent un rôle important dans les rouages du pouvoir (dans les médias surtout). Le comité universitaire de la LC de Serbie, l'une des principales structures du Parti en Serbie, était l'un de ses principaux appuis. Sa compagne, Mira Marković, professeur de sociologie, occupait une place influente auprès des professeurs universitaires (Radoš Smiljković, Slobodan Unković, etc.) qui soutenaient sa politique.
- 26 Entre 1984 et 1986, Slobodan Milošević n'exprima aucun intérêt particulier pour la question du Kosovo ou plus généralement pour la question nationale serbe. Il soutenait la politique pour l'unité de la Serbie et dénonçait les phénomènes de désintégration en Serbie et en Yougoslavie, plus particulièrement dans le domaine économique. Il multiplia

les critiques à l'encontre du nationalisme serbe durant cette période. Ses activités étaient orientées contre les milieux intellectuels d'opposition. Il contribua ou soutint l'interdiction de plusieurs ouvrages : l'ouvrage de l'historien Veselin Đuretić *Saveznici i jugoslovenska ratna drama* (*Les Alliés et le drame de guerre yougoslave*) qui tendait à réhabiliter le rôle des Tchethniks (*Četnici*) pendant la Seconde Guerre mondiale. L'interdiction des oeuvres complètes de Slobodan Jovanović, intellectuel serbe de l'entre-deux guerres qui fut chef du gouvernement yougoslave en exil à Londres pendant la Seconde Guerre mondiale, prit une dimension politique importante. La maison d'édition belgradoise Prosveta avait annoncé son intention de publier Slobodan Jovanović à la fin de l'année 1983. Elle obtint d'ailleurs l'accord de hauts dirigeants serbes parmi lesquels Dragoslav Marković, Petar Stambolić, Dušan Čkrebić et Špiro Galović. Deux membres du comité central de la LC de Serbie intégrèrent le comité de rédaction chargée de préparer l'édition en question : Jovan Deretić et Radivoj Cvetičanin. Le comité de la LC de Belgrade ne partagea pas ce soutien et se lança dans une campagne orientée contre la personnalité de Slobodan Jovanović, présenté comme un "criminel de guerre". Slobodan Milošević apparut alors comme le représentant de la ligne dogmatique et conservatrice du Parti. Il utilisa la publication des oeuvres de Slobodan Jovanović comme prétexte pour affaiblir la position de certains dirigeants proches d'Ivan Stambolić : Špiro Galović, Momir Baljak, Petar Živadinović, Milan Korugić, etc⁵⁸. Ces derniers étaient opposés aux "mesures administratives" pour lutter contre les ennemis du système, tandis que Slobodan Milošević et le comité universitaire soutenaient une ligne de fermeté contre tous ceux qui n'appliquaient pas les directives du Parti et y étaient hostiles en dehors de ses rangs. Ivan Stambolić, tenant compte du rapport de forces, sans non plus trop s'investir, pencha en faveur de la ligne fixée par Milošević. Ce dernier imposa ses points de vue au comité central de la LC de Serbie. Son initiative fut soutenue également dans les autres centres politiques de la Fédération : Novi Sad, Priština, Zagreb, Sarajevo et le sommet de la LCY⁵⁹. La lutte entre les deux groupes de la "jeune génération" s'aiguïsa lorsqu'il fut question de réformer l'enseignement du marxisme à l'université. Le groupe constitué autour de Špiro Galović et de Petar Živadinović refusa l'introduction du marxisme comme unité d'enseignement à l'université. Ils subirent les attaques du comité universitaire (Miloš Aleksić, Jagoša Purić, Danilo Marković, Radoš Smiljković et Mirjana Marković) représentant une ligne conservatrice et dogmatique. Lorsqu'il fut question de l'enseignement du marxisme lors du plénum du Parti le 17 juillet 1985, les "réformistes" furent défaits. Par ses prises de position autoritaires et dogmatiques, Slobodan Milošević obtint l'appui des conservateurs, tant en Serbie, que dans les autres Républiques.

- 27 Il poursuivit son ascension dans la hiérarchie du Parti. En février 1986, il fut élu, non sans opposition, président du comité central de la LC de Serbie. La présidence du comité central de la LC de Serbie s'était réunie le 25 janvier 1986 pour discuter des candidatures au poste de président du Parti. En fait, Ivan Stambolić n'avait qu'un seul candidat en tête pour son remplacement, son ami Slobodan Milošević. Néanmoins la procédure qui aurait dû se dérouler sans embûche prit une direction inattendue en raison de l'hostilité de certains membres du comité central à l'égard de la candidature unique de Slobodan Milošević. De ce fait, la réunion à huis clos dura plus longtemps que prévu : ce fut la première fois dans l'histoire du Parti que l'élection de son principal dirigeant suscita autant de discussions⁶⁰. Ses détracteurs (Dragoslav Marković, Jovan Deretić, Špiro Galović, Živojin Radojlović, Petar Živadinović, etc.) exigèrent plusieurs candidats pour l'élection du chef du Parti, mais la présidence collégiale, seule maître du vote était gagnée au choix d'Ivan Stambolić (11 voix contre 9 selon Dragoslav Marković)⁶¹. Les voix des trois

représentants du Kosovo furent primordiales pour l'adoption de l'unicité de la candidature⁶². Ensuite, l'unique candidat (Slobodan Milošević) fut approuvé par 12 voix contre 8. Milošević obtint l'appui des "anciens" dirigeants (Nikola Ljubičić, Dobrivoje Vidić, Dusan Čkrebić, etc.). Le débat fut mené entre les dirigeants de la Serbie étroite, ceux des Provinces autonomes demeurèrent neutres. Les interventions des autres membres du comité central n'eurent aucun effet sur la décision des membres de la présidence. L'élection de Slobodan Milošević comme candidat à la présidence marqua la défaite et la retraite politique de Dragoslav Marković. La candidature de Milošević fut confirmée par le comité central de la LC de Serbie le 26 février 1986, malgré les dernières tentatives d'opposition de Dragoslav Marković et de ses partisans. Alors que la LCY, et la LC de Serbie elle-même, s'étaient prononcées pour la multiplicité des candidatures, le Parti en Serbie opta pour une candidature unique.

La Ligue des communistes de Serbie face à la montée du nationalisme serbe

- 28 En 1986, les dirigeants serbes étaient déterminés à trouver une solution à la crise constitutionnelle qui affaiblissait leur République. Depuis des années, ils tentaient de négocier des changements constitutionnels avec leurs homologues des Provinces. Ils avançaient lentement vers l'élaboration d'un accord. Face au nationalisme montant, il leur fallait montrer que leurs revendications pour une République de Serbie unie ne s'inscrivaient pas dans une stratégie nationaliste. Les responsables politiques des autres Républiques observaient avec méfiance les actions de leurs homologues serbes. Le président de la Serbie, Ivan Stambolić, était vécu par beaucoup d'entre eux comme un nationaliste⁶³. À partir de cette année-là, le Parti se retrouva confronté plus ouvertement au mouvement de contestation des Serbes du Kosovo, soutenu de plus en plus par les intellectuels de la capitale. En avril 1986, l'arrestation d'un des leaders du mouvement serbe (Kosta Bulatović) suscita une effusion de colère des habitants de Kosovo Polje, centre politique de la contestation serbe. Le président de la République fut contraint de se rendre sur les lieux afin de ramener le calme. Lors de son XXVIII^{ème} plénum (14 avril 1986), le Parti aborda la question des relations interethniques et de la politique de "fraternité et d'unité" entre les nations et nationalités. Dans ses conclusions, le Parti constata que le nationalisme serbe était en augmentation et qu'il conduisait à l'approfondissement de la détérioration des relations interethniques⁶⁴.
- 29 Fin septembre-début octobre 1986, le Parti fut confronté à la publication des extraits du Mémorandum de l'Académie des sciences et des arts (24 et 25 septembre 1986). Son sommet décida de réagir fermement et de condamner le contenu nationaliste du Mémorandum. Toutefois, l'attitude de Slobodan Milošević ne fut pas claire. Il évita de prendre publiquement la parole sur cette question, laissant le soin à d'autres dirigeants d'exprimer la désapprobation du Parti⁶⁵. Il incombait surtout à Milenko Marković, membre de la présidence de la LC de Serbie, de monter au créneau contre le texte incriminé⁶⁶. Le Parti estimait que les opposants au socialisme exploitaient la crise économique et sociale dans le but de faire progresser leurs idées. L'apparition du Mémorandum n'était pas un hasard et était interprétée comme le fruit d'une union entre certains membres de l'Union des écrivains et de l'Académie des sciences dont le but était de nuire au système communiste⁶⁷. Milenko Marković déclara que le document incriminé constituait une plateforme nationaliste et antisocialiste dont l'objectif était la destruction du système

autogestionnaire et de la Yougoslavie. Selon lui, les passages consacrés à la position du peuple serbe au sein de l'État yougoslave étaient infondés et s'inscrivaient dans la ligne politique du Club culturel serbe et du mouvement tchetnik⁶⁸. Lors d'une réunion de la commission sur les relations interethniques du comité central de la LC de Serbie, on souligna le rôle de certains membres de l'église orthodoxe dans la réactivation du nationalisme⁶⁹. L'organisation communiste de l'Académie (le 14/10/86) et la présidence du comité de La LC de Belgrade (le 15/10/86) rejetèrent également le contenu du Mémorandum⁷⁰. Le 29 octobre 1986, lors d'une réunion de la présidence du Parti consacrée aux questions organisationnelles, la question du nationalisme serbe fut abordée à travers la critique des propos tenus lors d'une session du comité de la LC de la ville de Novi Sad. En effet, le secrétaire de cette structure, Tomislav Marčinko, avait émis des réserves sur l'opposition des communistes de Belgrade et de la direction du Parti à l'encontre des thèses nationalistes développées par certains membres de l'Académie⁷¹. Lors d'une visite à l'université de Belgrade le 30 octobre 1986, le président de la Serbie, Ivan Stambolić dénonça le contenu du Mémorandum :

Après tout, ce soit-disant Mémorandum n'est pas nouveau. Il s'agit de l'inquiétude chauviniste pour le destin de la serbité (*srpstvo*) avec le slogan déjà connu affirmant que les Serbes sont vainqueurs dans les guerres et perdants dans la paix. Il n'y a pas d'intelligence saine qui puisse confier non seulement au peuple serbe, mais à tout autre peuple, que ses victoires ne sont liées qu'à ses propres mérites, et ses propres défaites exclusivement de la faute des autres.

Le Mémorandum a révélé que quelques académiciens utilisaient les difficultés de la société comme de bonnes occasions pour, à côté de tant de fronts ouverts, ouvrir le front de la lutte nationaliste pour le pouvoir. (...)

Selon le soit-disant Mémorandum, il ne reste plus au peuple serbe qu'à se lever, parce que ses frères le détestent prétendument, parce qu'il est condamné à être perdant, parce que ses dirigeants se compromettent. Il en ressort que la Yougoslavie est son Golgotha, de même au Kosovo, en Voïvodine, en Croatie, en Bosnie, partout. En d'autres mots, le soi-disant Mémorandum exprime une absence de confiance envers la communauté yougoslave et ne voit pas les intérêts historiques du peuple serbe dans la fraternité, la concorde et la coopération et l'unité avec les autres, mais dans les discordes et l'empoisonnement des relations. Faut-il rappeler que l'histoire ne connaît pas de peuple ayant réalisé ses intérêts historiques en se trompant lui-même avec d'autres peuples

En bref, en toute conscience et plus précisément, le titre du soi-disant Mémorandum pourrait être "In memoriam" ou le coup dans le dos de la Yougoslavie, de la Serbie, du socialisme, de l'autogestion, de l'égalité, de la fraternité et de l'unité...⁷².

- 30 L'Assemblée de la République de Serbie, pressée par le mouvement de contestation des Serbes du Kosovo, aborda lors de sa réunion du 24 octobre 1986 les questions liées à la crise constitutionnelle de la Serbie ainsi que la situation au Kosovo et plus précisément le problème de l'exode des Serbes et Monténégrins de cette province⁷³. Certains députés et ministres mirent l'accent sur le fait que les organes centraux de la RS de Serbie ne pouvaient intervenir dans cette province du sud pour mettre fin au non respect des droits de l'homme et exigeaient l'élaboration de solutions pour que la République de Serbie puisse accomplir ses responsabilités sur l'ensemble de son territoire. Les députés travaillèrent à l'adoption de nouvelles conclusions sur cette dernière question⁷⁴. Celles-ci furent approuvées le 13 novembre 1986. Elles témoignaient d'un nouveau ton et d'une plus forte détermination des autorités pour régler les difficultés de la population serbe du Kosovo. Elles affirmaient que la collaboration entre les autorités de la République et de la Province autonome du Kosovo était insatisfaisante et qu'elle ne permettait pas aux

premières d'intervenir efficacement⁷⁵. D'où l'injonction à l'Assemblée du Kosovo d'assurer une réelle collaboration avec les autorités fédérales et de la Serbie et de faire respecter la constitution et la légalité sur son territoire. En outre, l'exode des Serbes était défini comme le plus grave "problème moral et social" de la société yougoslave. L'Assemblée devait également demander à son homologue fédéral d'élaborer un programme pour l'arrêt de l'exode des Serbes ainsi que pour leur retour rapide dans la Province autonome du Kosovo⁷⁶.

- 31 Le 11 décembre 1986, lors d'une réunion de la présidence du comité central de la LC de Serbie consacrée aux changements de la constitution fédérale, le président de la République, Ivan Stambolić, annonçait qu'il allait demander une meilleure définition de la position constitutionnelle de la RS de Serbie pour mettre un terme aux dissensions concernant l'application de la Constitution de 1974⁷⁷. Il affirmait que la RS de Serbie exigeait le même statut que les autres Républiques :

Je pars du fait que la RS doit avoir la même position fondamentale que les autres Républiques. Rien de plus n'est exigé sur le plan de l'étatisme que ne possède et doivent avoir les autres Républiques à ce stade de leur développement. Aucun pas séparé n'est acceptable concernant les droits, les instruments, la position et le rôle de la République de Serbie, qui conserverait les éléments actuels de fermeture. Nous souhaitons obtenir les conditions politiques pour une ouverture plus grande, plus large et plus fondamentale vers la Yougoslavie et le monde, de telle sorte que nous battant pour l'unité de la RS de Serbie, nous nous battions pour l'unité de la RFSY.⁷⁸

- 32 Les directions politiques des provinces étaient, quant à elles, opposées à cette initiative⁷⁹. Alors que les dirigeants de la Serbie centrale parvenaient progressivement à faire avancer leurs positions sur l'unité de la Serbie, le mouvement de contestation des Serbes du Kosovo et encore plus, l'engagement des intellectuels pour la défense des intérêts nationaux contrariaient leurs efforts.

Le glissement vers la défense de la cause nationale

- 33 À partir de la publication du Mémoire de l'Académie des sciences et des arts de Belgrade, l'élite communiste de Serbie se divisa lentement. Les divergences ne recoupaient pas nécessairement la frontière entre les dogmatiques ou conservateurs et les réformistes, quand bien même les conservateurs étaient plus enclins à soutenir le courant nationaliste. L'aile réformiste du Parti se déchirait également autour de ces questions⁸⁰.
- 34 Slobodan Milošević entreprit la transformation idéologique du Parti sur une base nationale. En 1987, la Ligue des communistes se retrouva déchirée entre deux groupes. Le premier était dirigé par Slobodan Milošević, il affichait son attachement au titisme, dénonçait le nationalisme serbe, mais récupérait paradoxalement les revendications des Serbes du Kosovo. Le second était conduit par Ivan Stambolić, il souhaitait établir l'unité de la Serbie tout en respectant les autonomies provinciales et les structures fédérales de la Yougoslavie. Le premier disposait de la présidence du Parti, tandis que le second avait ses assises au comité de la LC de Belgrade. La fracture entre ces deux courants se creusa tout au long de l'année jusqu'en septembre 1987, lorsque la rupture fut consommée. Les différences entre ces deux groupes concernaient la méthode de travail et les moyens employés pour réaliser la politique du Parti. La tension monta à propos du choix des cadres aux plus hautes instances de la LC de Serbie, ainsi qu'aux postes stratégiques pour

la consolidation et le contrôle du pouvoir, dans l'appareil étatique et les médias⁸¹. Le comité universitaire de la LC de Belgrade, soutenant des points de vue dogmatiques, jouait un rôle important dans cette lutte politique au profit du président du Parti, Slobodan Milošević.⁸²

- 35 La question du Kosovo amena le Parti à endosser la cause nationale. L'élite communiste serbe se déchira à propos de l'attitude et de la politique à définir face à la montée du nationalisme serbe. En avril 1987, de nouveaux rassemblements de Serbes et Monténégrins se produisirent dans la province du sud. Slobodan Milošević y fut dépêché pour tenter de ramener le calme⁸³. Il se rendit à Kosovo Polje le 21 avril 1987 accompagnés de dirigeants albanais du Kosovo (Azem Vlasi, président du comité provincial de la LC du Kosovo, Kolj Široka, membre de la présidence du comité central de la LCY) afin de rencontrer les habitants de la localité devenue le centre de la contestation serbe dans cette province. Face à 4 000 personnes environ, il déclara que la situation au Kosovo était difficile, non seulement à cause des activités contre-révolutionnaires des nationalistes albanais, mais aussi à cause de la grave crise économique qui touchait le pays et plus durement encore les régions moins développées. Selon lui, les problèmes de la Province ne pouvaient être réglés que dans le cadre de la politique de fraternité et d'unité des peuples et minorités nationales de Yougoslavie⁸⁴. Le président de la LC de Serbie devait revenir le 24 avril 1987 à Kosovo Polje pour s'entretenir avec les communistes de la ville. Une quinzaine de milliers de personnes l'attendaient devant la Maison de la culture où devait se dérouler la réunion⁸⁵. Cette dernière fut rapidement interrompue car à l'extérieur la foule souhaitait que Slobodan Milošević s'adressât directement à elle. La police dût intervenir et utiliser ses matraques pour contenir les manifestants, parmi lesquels, certains jetaient des pierres contre elle. Le président du Parti sortit de la salle et demanda aux manifestants de respecter les accords du 21 avril, stipulant que seuls les délégués choisis par la population pourraient participer à la discussion. Il déclara qu'il n'était pas question pour lui de tenir un meeting⁸⁶. Ce fut à cette occasion qu'il prononça une phrase devenue célèbre depuis : « personne ne doit plus jamais battre ce peuple » (« *Ovaj narod vise nikad niko ne sme da bije* »)⁸⁷. Tout en demeurant prudent, verbalement au moins, face au nationalisme serbe, le président du Parti endossa les revendications des Serbes du Kosovo :

En bref, ces rassemblements ne sont pas le fait de nationalistes, ni d'ennemis. Je sais que l'immense majorité du peuple pense ainsi, dans cette salle comme à l'extérieur, et justement pour cette raison, nous ne pouvons permettre et nous ne permettrons pas que les nationalistes, auxquels tout homme honnête doit s'opposer, exploitent les malheurs des gens. Car nous devons préserver la fraternité et l'unité comme la prunelle de nos yeux.⁸⁸

- 36 Pour régler les problèmes du Kosovo, il appelait au renforcement de l'unité de la LC de Serbie. Tout en s'inscrivant dans le cadre communiste habituel, le discours de Slobodan Milošević prit une coloration nationale :

Camarades, en premier lieu, je souhaite vous dire que vous devez rester ici. Ceci est votre pays, ici se trouvent vos maisons, vos champs et potagers, vos souvenirs. Vous n'abandonnez certainement pas votre pays parce qu'on y vit difficilement, parce que l'injustice et l'humiliation vous frappent. Il n'a jamais été propre à l'esprit des peuples serbe et monténégrin de reculer devant les obstacles, de se démobiliser lorsqu'il faut lutter, de se démoraliser lorsque la situation est difficile. Il faut que vous restiez ici à cause de vos ancêtres et de vos descendants. Mais je ne vous propose pas de rester et de supporter, de subir, d'endurer la situation dont vous n'êtes pas satisfaits. Au contraire ! Il faut la changer, ensemble avec les

progressistes ici, en Serbie et en Yougoslavie. La Yougoslavie n'existe pas sans le Kosovo ! La Yougoslavie se désintégrerait sans le Kosovo ! La Yougoslavie et la Serbie ne donneront pas le Kosovo !⁸⁹

- 37 À son retour à Belgrade, Slobodan Milošević, s'étant engagé à régler les difficultés des Serbes et des Monténégrins, se retrouva sous l'emprise de l'émotion qu'il avait affectée à Kosovo Polje. Il opta pour la défense des Serbes et des Monténégrins du Kosovo, tout en veillant à ne pas perdre la confiance de la direction politique fédérale et en s'opposant aux nationalistes serbes. Pouvait-il réellement embrasser cette cause sans, à terme, faire des concessions au nationalisme et à ses avocats ? Lors d'une réunion de la Présidence de la LC de Serbie le 27 avril 1987, il fit un compte-rendu de sa visite au Kosovo sur un ton dramatique et émotif dans lequel il reconnut que la patrie était en jeu au Kosovo⁹⁰. La Présidence forma à cette occasion deux groupes de travail chargés respectivement d'introduire tous les problèmes des habitants serbes du Kosovo dans le programme de travail du Parti et de préparer une campagne organisée pour le retour d'experts, de professeurs, de médecins et autres cadres au Kosovo. De fait, après son discours les Serbes et les Monténégrins du Kosovo reconnurent en Slobodan Milošević leur chef.
- 38 La situation au Kosovo devint un sujet de préoccupation important de la Ligue des Communistes de Yougoslavie : les 26 et 27 juin 1987, le Neuvième plénum du Parti fut consacré à cette question difficile. À cette occasion, les Serbes et Monténégrins du Kosovo obtinrent le soutien du sommet de la LCY. La tâche prioritaire des communistes était de mettre un terme à leur exode, de permettre le retour des personnes ayant quitté la Province sous la "pression des nationalistes albanais" et de contrer les actions de la contre-révolution menée par "les nationalistes et séparatistes albanais". La politique définie n'était donc pas uniquement celle de la LC de Serbie ou de l'organisation communiste de la Province autonome du Kosovo, mais celle de l'ensemble de la LCY. La crise du Kosovo devenait une question yougoslave et non seulement une question serbe ou serbo-albanaise. Le 9 juillet 1987, le comité central de la LC de Serbie tint son VI^{ème} plénum à propos du même thème et adopta un programme d'actions basé sur les conclusions du IX^{ème} plénum de la LCY. Les dirigeants serbes se montrèrent fermes : selon eux, il ne pouvait plus y avoir d'hésitation dans la politique de la Ligue. Ils appelèrent à des mesures de différenciation (limogeages) des cadres politiques responsables de la dégradation de la situation au Kosovo :
2. L'un des devoirs prioritaires dans le renforcement de l'unité idéologico-politique dans la LC de Serbie et la LCY est la différenciation idéologico-politique résolue et conséquente dans la LC du Kosovo. C'est une condition essentielle également pour le renforcement de l'unité idéologico-politique de la Ligue des Communistes du Kosovo.
- La Présidence du comité central de la LC de Serbie a le devoir de s'engager, en vertu des statuts de la LCY et de la LCS, dans les activités du comité provincial de la LC du Kosovo pour l'application des devoirs du point 18 des Conclusions du IX^{ème} plénum du comité central de la LCY sur l'évaluation et l'établissement de la responsabilité idéologico-politique de certains cadres au Kosovo.
- Le comité central de la LC de Serbie souligne la nécessité urgente d'étudier au sein du comité provincial de la LC du Kosovo la responsabilité idéologico-politique de certains cadres qui se trouvent éventuellement encore à des fonctions de responsabilité et pour lesquels les communistes et les travailleurs expriment des critiques justifiées sur leur travail, à cause de leur attitude opportuniste et la défense de points de vue contraires à la politique de la LCY.(...)⁹¹
- 39 Le Parti prévoyait par ailleurs de rétablir l'État de droit (points 4 à 7) au Kosovo et de régler les problèmes constitutionnels concernant les relations entre les provinces

autonomes et la RS de Serbie (point 11). Les actions définies concernaient tous les domaines de la vie sociale et devaient impliquer tous les organisations socio-politiques du pays. Le ton ferme adopté par les dirigeants du comité central rompait avec le discours habituel se limitant à des appréciations politiques de la situation. Slobodan Milošević et ses partisans au sein du Parti allaient ensuite utiliser cette détermination et la politique définie pour écarter leurs contradicteurs.

- 40 La nouvelle ligne politique était diffusée par les médias : les quotidiens *Politika Ekspres*, *Politika*, *Večernje Novosti* allaient servir de courroie de transmission à la direction de la Ligue des communistes de Serbie, être utilisés comme instruments de conviction, d'émetteurs de signaux en direction de la population. Ce fut d'ailleurs à propos du rôle de la presse que la confrontation entre les "éléments conservateurs" et les "libéraux" éclata ouvertement. Les avis politiques du président du comité de la LC de Belgrade, Dragiša Pavlović, servirent d'exutoire à la direction du Parti. À la suite de l'exploitation par la presse soutenant la ligne de Slobodan Milošević de crimes perpétrés par un soldat albanais dans sa chambrée à la caserne de Paraćin ayant fait quatre victimes (un Serbe, deux Musulmans et un Croate) le 3 septembre 1987, Dragiša Pavlović convoqua les rédacteurs des principaux quotidiens et hebdomadaires de Belgrade. Il mit l'accent sur l'essor du nationalisme serbe qui s'exprimait plus particulièrement dans la presse. Il y déclara entre autres :

L'espace pour le règlement du problème du Kosovo est aujourd'hui si limité que la moindre erreur dans nos actions, quand bien même celles-ci seraient lancées avec les meilleurs intentions, pourrait être tragique pour les Serbes et les Monténégrins du Kosovo, pour le peuple serbe ainsi que pour la stabilité totale de la Yougoslavie. La logique suivante : en raison de la situation au Kosovo on peut faire n'importe quoi, les erreurs pouvant toujours être réparées plus tard, est la logique classique d'une politique bureaucratique et pragmatique qui aboutit aujourd'hui à des applaudissements et demain à de grands malheurs. Les mains des Serbes et Monténégrins du Kosovo qui applaudissent se transforment déjà en poings, et cela est la limite à ne pas dépasser, car elle mène de plus en plus à un développement tragique des événements. Que doit-il se produire pour comprendre que la gâchette d'une arme peut être actionnée par des mots hystériques et immodérés sur la scène publique, et parfois par une seule ligne dans les journaux ? La lutte contre le nationalisme albanais est un devoir pour lequel il ne peut y avoir la moindre hésitation et complaisance. Mais, si la lutte contre le nationalisme albanais est accompagnée d'intolérance et de haine vis-à-vis de la minorité nationale albanaise, ce que l'on rencontre dans certains journaux, alors cette lutte s'éloigne des principes socialistes et se rapproche de plus en plus du nationalisme.⁹²

- 41 Pour cette raison, il fut la première victime politique de la nouvelle ligne politique adoptée par le Parti, son président s'étant senti particulièrement visé dans ses propos⁹³. Le discours et les activités de ce dernier firent l'objet, les 18 et 19 septembre 1987, d'une réunion élargie à huis clos de la Présidence du comité central de la LC de Serbie. L'objectif était d'écarter du comité central et à terme d'exclure du Parti Dragiša Pavlović⁹⁴. La présidence soutint la proposition de Slobodan Milošević de relever Dragiša Pavlović de ses fonctions de membre de la présidence du Parti et ce, malgré le soutien apporté par le président de la RS de Serbie, Ivan Stambolić, au président de l'organisation communiste belgradoise. Cette réunion à huis clos annonça le cours du VIII^{ème} plénum du comité central de la LC de Serbie qui se déroula les 23 et 24 septembre 1987⁹⁵. Ce plénum devait statuer sur le cas Pavlović : la LCY et ses composantes n'avaient pas eu à traiter de telles affaires hormis en 1954 (Milovan Đilas) et en 1966 (Aleksandar Ranković). La direction du Parti fit preuve de peu de tolérance à l'encontre de ceux qui pensaient différemment

d'elle⁹⁶. Tandis que Dragiša Pavlović avait dénoncé la compromission de communistes avec l'idéologie nationaliste, Slobodan Milošević et ses partisans invoquèrent l'unité du Parti remise en cause par les agissements de ce premier. Ils escamotèrent le débat sur l'existence du nationalisme serbe dans les rangs du Parti. À l'issue de la réunion, le comité central approuva la démission de Dragiša Pavlović de la présidence du Parti⁹⁷. Finalement, le VIII^{ème} plénum marqua la victoire du groupe constitué autour de Slobodan Milošević⁹⁸.

- 42 En l'espace de quelques mois, le président de la LC de Serbie renforça son pouvoir. Il parvint à récupérer le mécontentement des Serbes et des Monténégrins du Kosovo qui s'étaient organisés sur une base nationale et en dehors des rangs du Parti. À un moment où la légitimité de ce dernier était de plus en plus contestée, à cause notamment de la profonde crise économique et sociale, il décela une nouvelle énergie dans la contestation des Serbes et des Monténégrins du Kosovo. Il pouvait exploiter ce mouvement pour légitimer le Parti et sa direction face à la population. Le plus extraordinaire, c'est qu'il opéra cette mutation du communisme vers le nationalisme avec le soutien de l'armée (dont les dirigeants étaient fermement communistes et pro-yougoslaves) et du sommet de la Ligue des Communistes de Yougoslavie. En outre, le succès de Milošević auprès des membres de la base du Parti et de la population peut s'expliquer par la volonté de rupture avec les pratiques politiques dominantes qui avaient échoué à régler la crise sociale globale. Slobodan Milošević sortit le Parti de sa léthargie et de son immobilisme. Il parvint à relier ou à rapprocher les citoyens serbes du Parti alors qu'ils le quittaient de plus en plus et s'en éloignaient.
- 43 Le président de la RS de Serbie, Ivan Stambolić, qui avait contribué largement à l'ascension de Slobodan Milošević au pouvoir allait être également écarté. Pour avoir adressé une lettre de soutien à la présidence de l'organisation communiste de Belgrade, il fut sévèrement critiqué lors du VIII^{ème} plénum. Par la suite, la presse sous le contrôle du Parti exerça des pressions à son encontre. Le 14 décembre 1987, six membres de la présidence collégiale de la Serbie (dont Slobodan Milošević) votèrent pour la démission d'Ivan Stambolić de son poste de Président de la République de Serbie. Une seule voix s'exprima contre et il y eut quatre abstentions. Stambolić refusa de prendre part au vote. Sa chute symbolisa la victoire définitive de la nouvelle équipe formée autour de Milošević qui allait désormais diriger la Serbie. Une nouvelle équipe dirigeante se mettait en place.
- 44 Entre-temps, Dragiša Pavlović avait donné sa démission le 2 octobre 1987 du poste de président du comité de Belgrade de la LC de Serbie. Le VIII^{ème} plénum devint le point de référence de la nouvelle politique menée par le président du Parti. L'on invoqua beaucoup par la suite l'esprit du plénum qu'il fallait appliquer à la vie politique serbe et qui devait devenir l'exemple à suivre dans toutes les organisations de base du Parti. L'objectif était officiellement de renforcer la responsabilité des communistes qui exerçaient des fonctions dirigeantes, à savoir de rendre courante la pratique des démissions et des limogeages des membres opposés à la ligne du Parti. Ce plénum assura l'essor de la popularité de Milošević, du développement du culte de sa personnalité parmi la population.

Conclusion

- 45 Avec la Constitution de 1974, la Serbie se retrouva dans une situation inédite et complexe sur un plan institutionnel. De surcroît, cette République était le maillon le plus faible de la chaîne yougoslave. Elle comptait la plus forte proportion de minorités nationales en

Yougoslavie⁹⁹. Durant les années 1970, les dirigeants de la Serbie centrale tentèrent de créer les conditions d'une unité du Parti pour assurer la cohésion de la République de Serbie, en dénonçant le repli sur elles-mêmes des Provinces autonomes. Leur combat politique se déroula sur plus d'une décennie. Bien que la direction politique serbe ne se référât pas à la nation jusqu'en 1986, les dirigeants des autres Républiques les vivaient parfois comme des "nationalistes". En fait, ce ne fut qu'à partir de 1987, sous l'impulsion du président du Parti, Slobodan Milošević, que le combat pour l'unité de la République s'inscrivit dans le cadre d'un discours prenant la nation et le passé national comme référents. Les méthodes employées furent radicalisées et plus tard la direction du Parti utilisa les masses pour soutenir sa politique. La radicalisation du règlement de la question de l'unité de la Serbie peut s'expliquer par la durée de la crise constitutionnelle, la lenteur de l'avancée des débats sur cette question ainsi que par l'absence de volonté réelle de compromis de la part des élites politiques des Provinces de Voïvodine et du Kosovo, soucieuses de préserver les éléments d'étatisme que leur conférait la Constitution yougoslave de 1974. Leurs résistances contribuèrent à envenimer le débat. Au départ, les dissensions n'eurent pas une dimension nationale et ne s'inscrivirent pas dans le cadre d'un conflit serbo-albanais. En effet, la résistance à la politique d'unité fut parfois plus résolue dans la Province de Voïvodine majoritairement serbe. L'ethnisation de cette problématique ne se produisit qu'après 1987. La recherche de la cohésion au sein de la RS de Serbie n'était pas dépourvue de motifs rationnels. La difficulté était de trouver une solution équilibrée ne remettant pas en cause foncièrement l'autonomie des Provinces qui était justifiée du point de vue de leur composition nationale. Alors que jusqu'en 1986, on revendiquait l'unité de la Serbie dans des termes rationnels, dans le but notamment d'atténuer les effets de la crise économique et sociale, après 1987 le principal argument devint l'unification du peuple serbe à l'intérieur de la République Socialiste de Serbie. La question constitutionnelle, et plus précisément l'absence de solutions satisfaisantes pour les trois parties concernées, et surtout pour la Serbie centrale, constitue une des causes fondamentales de l'ouverture de la question nationale serbe dans la Yougoslavie communiste. Une Serbie mieux intégrée aurait-elle pour autant évité la montée du mouvement irrédentiste albanais ?

NOTES

1. Joseph Krulic dans son *Histoire de la Yougoslavie* (**Krulic (Joseph)**, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles : Complexe, 1993) ne mentionne pas cette problématique, tout comme Paul Garde dans *Vie et mort de la Yougoslavie* (**Garde (Paul)**, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris : Fayard, 1992). Dans ce dernier ouvrage, la partie consacrée à la "révolution culturelle serbe (1986-1989)" comporte plusieurs imprécisions et erreurs de date (pp. 252-262). Branka Magaš dans son ouvrage *The Destruction of Yugoslavia* (**Magaš (Branka)**, *The Destruction of Yugoslavia : Tracking the Break-up 1980-92*, London / New York : Verso, 1993), évoque la question sans pour autant lui conférer une importance particulière dans l'enchaînement des événements de la seconde moitié des années 1980 (pp. 192-194). Dans l'ouvrage *Srpska strana rata* (Beograd : Republika, 1996), traduit partiellement en français sous le titre *Radiographie d'un nationalisme : les*

origines serbes du conflit yougoslave, (Paris : Editions de l'Atelier, 1998), cette question n'est pas soulevée. Nous n'avons retenu ici que quelques ouvrages, la liste pourrait être plus longue.

2. Le territoire de la Serbie sans les provinces autonomes était dénommé Serbie étroite : *uža Srbija*. À propos du système politique yougoslave, voir **Goati (Vladimir)**, *Politička anatomija jugoslovenskog društva* (Anatomie politique de la société yougoslave), Zagreb : Naprijed, 1989.

3. **Dimitrijević (Vojin)**, « Sukobi oko Ustava iz 1974. » (Conflits autour de la constitution de 1974) in Popov (Nebojša), ur., *Srpska strana rata : trauma i katarza u istorijskom pamćenju* (Le côté serbe de la guerre : traumatisme et catharsis dans le jugement historique), Beograd : Republika, 1996. Dans ce texte, l'auteur s'interroge sur cette constitution comme cause de l'éclatement de la guerre en Yougoslavie.

4. **Perović (Latinka)**, *Zatvaranje kruga : ishod političkog rascepa u SKJ 1971/1972*. (Fermeture du cercle : résultat de la scission politique de la LCY 1971/1972), Sarajevo : Svjetlost, 1991, pp. 93-94.

5. Cette option fut confirmée lors de la Troisième conférence de la Ligue des Communistes de Serbie en mars 1971.

6. Pour cette raison, en mars 1971, Tito demanda la démission de Dragoslav Marković au chef de la LC de Serbie, Marko Nikezić. Outre Dragoslav Marković, d'autres personnes contestèrent la restructuration de la Fédération yougoslave, lors des discussions au sein du comité central de la LC de Serbie ou encore de l'Alliance socialiste de Serbie. En janvier 1971, Miodrag Zečević estima que le nouveau statut de la Serbie la plaçait dans une situation d'inégalité par rapport aux autres républiques. Il pensait que l'égalité des nations et des nationalités (minorités nationales) ne requerrait pas obligatoirement un statut d'autonomie : **Perović (Latinka)**, *op.cit.*, p. 174. D'autres encore estimèrent que la révolution était trahie dans la mesure où l'on modifiait la communauté politique qu'elle avait instaurée. Dans l'opinion publique, on eut le sentiment que ces réformes affaiblissaient et disloquaient la Serbie (*ibid.*, p. 184).

7. **Rajović (Radošin)**, *Autonomija Kosova : istorijsko-pravna studija* (Autonomie du Kosovo : étude historico-juridique), Beograd : Ekonomika, 1985, pp. 301-302.

8. **Čkrebić (Dušan)**, *Zapis na pesku : sećanja* (Inscription sur le sable : souvenirs), Beograd : Prosveta, 1995, p. 100.

9. **Marković (Dragoslav)**, *Život i politika : 1967-1978* (Vie et politique, 1967-1978), Beograd : Rad, 1987, vol. 2, p. 320.

10. *Ibid.* pp. 361-362 ; Ivan Stambolić dans son ouvrage d'entretien accordé à Slobodan Inić (**Stambolić (Ivan)**, *Put u bespuće* (Voyage vers nulle part), Beograd : Radio B92, 1995, pp. 70-73) mentionne ce dîner et les positions de Kardelj. Selon lui, Kardelj estimait que les dirigeants serbes avait ouvert correctement la question de l'unité de leur république en préparant le fameux "Livre bleu". Il leur demanda d'être patients. Ivan Stambolić rapporte comment il s'est livré à Kardelj à propos des contradictions internes de la Serbie et de l'opposition acharnée des dirigeants des provinces.

11. **Đekić (Mirko)**, *Upotreba Srbije : optužbe i priznanja Draže Markovića* (Utilisation de la Serbie : accusations et légitimations de Draža Marković), Beograd : Beseda, 1990, p. 115.

12. **Papić (Žarko)**, *Vreme zastoja* (Le temps de la stagnation), Beograd : Ekonomika, 1990, p. 129.

13. Le texte du "Livre bleu" est publié dans l'ouvrage consacré à Dragoslav Marković : **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, pp. 125-174.

14. **Marković (Dragoslav)**, *op.cit.*, vol. 2, p. 368.

15. Les critiques les plus fermes furent exprimées par Kolj Široka du Kosovo et Stevan Doronjski de Voïvodine, soutenus par des membres du Parti de la Serbie centrale : Miloš Minić, Živan Vasiljević, Mirko Popović, Momčilo Dugalić (voir **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, p. 115 et **Marković (Dragoslav)**, *op.cit.*, vol. 2, pp. 373-375).

16. Le texte a été publié dans un ouvrage consacré à Dragoslav Marković en tant que document, **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, pp. 123-174.

17. **Papić (Žarko)**, *op.cit.*, p. 130.

18. **Marković (Dragoslav)**, *op.cit.*, vol. 2, p. 407.
19. **Papić (Zarko)**, *op.cit.*, p. 133.
20. Notre entretien avec Žarko Papić du 6 avril 1996. Ivan Stambolić souligne également cet aspect ses entretiens (**Stambolić (Ivan)**, *op.cit.*, p. 66).
21. **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, pp. 202-203.
22. **Kovačević (Slobodanka), Dajić (Putnik)**, *Hronologija jugoslovenske krize 1942-1993* (Chronologie de la crise yougoslave, 1942-1993), Beograd : Institut za evropske studije, 1994, p. 18.
23. *Politika* du 07/05/81, p. 9 ou **Dokumenti SK Srbije, Četrnaesta sednica CK SK Srbije : uzroci i posledice kontrarevolucionarne akcije na Kosovu** (14^{ème} session du CC de la LCS, causes et conséquences de l'action contrarévolutionnaire au Kosovo), Beograd : Komunist, 1981, pp. 72-73.
24. **Dokumenti SK Srbije**, *op.cit.*, pp. 74-75.
25. *Ibid.*, pp. 102-105.
26. L'exposé est repris dans l'ouvrage d'I. Stambolić, **Stambolić (Ivan)**, *Rasprave o SR Srbiji, 1979-1987* (Débats autour de la République Socialiste de Serbie, 1979-1987), Zagreb : Globus, 1988, pp. 20-27.
27. **Dokumenti SK Srbije**, *op.cit.*, pp. 100-101.
28. *Ibid.*, p. 103 ; il déclara : « nous n'avons pas alors (1977) dit clairement et résolument que la Province socialiste autonome de Voïvodine et la Province socialiste autonome du Kosovo ont leur République et leur communauté étatique, à savoir la République socialiste de Serbie ».
29. *Politika* du 25/12/81, p. 1 et le discours de Tihomir Vlaškalić : **Vlaškalić (Tihomir)**, « Zadaci Saveza komunista Srbije u daljoj izgradnji i jačanju jedinstva i zajedništva u SR Srbiji » (Les devoirs de la Ligue des communistes de Serbie pour la construction et le renforcement de l'unité et de la communauté dans la République socialiste de Serbie) in **Dokumenti Saveza Komunista Srbije, Osamnaesta sednica CK SK Srbije : zadaci Saveza Komunista Srbije u ostvarivanju ustava i daljoj izgradnji i jačanju jedinstva i zajedništva u SR Srbiji** (18^{ème} session du CC de la LCS : Les devoirs de la Ligue des communistes de Serbie pour l'exécution de la constitution et la construction et le renforcement de l'unité et de la communauté dans la République socialiste de Serbie), Beograd : Komunist, 1982, p. 9.
30. **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, pp. 115-116.
31. **Dokumenti Saveza Komunista Srbije, Osamnaesta sednica CK SK Srbije** (*op.cit.*), p. 18.
32. *Ibid.*, p. 5.
33. *Politika* du 26/12/81, p. 2.
34. Il rappela à juste titre la définition constitutionnelle d'une république et d'une Province autonome : « dans la Constitution, un fait essentiel est mentionné : une République est une communauté étatique et socio-politique autogérée, tandis que la Province est une communauté socio-politique autogérée. Il s'agit d'une grande différence » (**Dokumenti Saveza Komunista Srbije, Osamnaesta sednica CK SK Srbije** (*op.cit.*), p. 184). En outre, il souligna que les Provinces n'avaient pas de frontières étatiques, que seules la Yougoslavie et ses Républiques en possédaient (*ibid.*, p. 186).
35. L'intervention est reprise dans son ouvrage (**Stambolić (Ivan)**, *Rasprave o SR Srbiji* (*op.cit.*), p. 56).
36. **Dokumenti Saveza Komunista Srbije, Osamnaesta sednica CK SK Srbije** (*op.cit.*), p. 337.
37. *Ibid.*, pp. 343-345.
38. **Bilandžić (Dušan)**, *Historija socialističke federativne republike Jugoslavije : glavni procesi 1918-1985* (Histoire de la république socialiste fédérative de Yougoslavie, processus principaux, 1918-1985), Zagreb : Školska knjiga, 1985, p. 504. Boško Krunic, un des principaux dirigeants de la Voïvodine mit l'accent sur le renforcement de l'unité par le développement des « rapports de production autogestionnaires socialistes » et non au moyen de l'étatisme (*Politika* du 26/12/81, pp. 6-7 ou sinon la totalité de son intervention dans **Dokumenti Saveza Komunista Srbije, Osamnaesta sednica CK SK Srbije** (*op.cit.*), pp. 97-103).

39. Voir le commentaire de Slavoljub Đukić dans le quotidien *Politika* du 29/12/96, p. 5.
40. Le plénum adopta comme base de discussion l'exposé du président du Parti, Tihomir Vlaškalić, ayant pour titre : « les devoirs de la Ligue des communistes de Serbie pour la construction et le renforcement de l'unité et de la communauté dans la République socialiste de Serbie ».
41. Le document est publié dans l'étude de Radošin Rajović sur l'autonomie du Kosovo (**Rajović (Radošin)**), *op.cit.*, pp. 510-518).
42. Voir *Komunist* du 15/01/82, p. 9 et **Bilandžić (Dušan)**, *op.cit.*, pp. 505-506.
43. *Komunist* du 04/06/82.
44. *Politika* du 02/11/84, p. 1 et 7.
45. **Bilandžić (Dušan)**, *op.cit.*, p. 507. Voir aussi le discours d'ouverture de Bogdan Trifunović évoquant la faiblesse des résultats obtenus (**Trifunović (Bogdan)**), « Odgovornost i zadaci Saveza komunista Srbije u razvoju političkog sistema socijalističkog samoupravljanja i sprovođenju utvrđene politike » (Responsabilité et devoirs de la Ligue des Communistes de Serbie pour le développement du système politique socialiste autogestionnaire et la réalisation du renforcement politique) in *Dokumenti Saveza komunista Srbije, 18 sednica Centralnog komiteta Saveza komunista Srbije* (*op.cit.*), pp. 19-22. Son introduction fut soutenue par les principaux dirigeants de la Serbie étroite Ivan Stambolić, Dragoslav Marković, Dušan Čkrebić, Slobodan Milošević, Zoran Sokolović, etc. En ce qui concerne l'appréciation des dirigeants des provinces, voir l'intervention du dirigeant du Kosovo Nebi Gaši, *ibid.*, pp. 32-38. Celui-ci souligna, par ailleurs, que certains organes républicains avaient tendance à s'immiscer dans les affaires des provinces autonomes sans que cela fût précisé par la constitution (p. 34), ainsi que celle de Sinan Sahiti, *ibid.*, pp. 56-60 (celui-ci fit remarquer qu'une quarantaine de lois avait été adoptées en commun sur la base de l'article 300 de la Constitution de Serbie).
46. Le président de l'Assemblée de la Province socialiste autonome de Voïvodine, Vilmoš Molnar, critiqua fermement ceux qui ne respectaient pas les conclusions du XVIII^{ème} plénum tenu en décembre 1981 et qui proposaient des changements de la Constitution de la République de Serbie, *ibid.*, pp.29-30.
47. Voir l'intervention de Nebi Gaši qui défendit l'historicité de l'autonomie du Kosovo au sein du mouvement communiste yougoslave, *ibid.*, pp. 36-37.
48. Traduction reprise de **Milošević (Slobodan)**, *Les années décisives*, Lausanne / Paris : L'Age d'Homme, 1990, p. 37. Dušan Bilandžić dans un ouvrage sur l'histoire de la Yougoslavie publié en 1985 cite le discours de Slobodan Milošević (**Bilandžić (Dušan)**), *op.cit.*, pp. 506-507).
49. Voir le discours de Bogdan Trifunović (**Trifunović (Bogdan)**), *art.cit.*, p. 20).
50. Voir les interventions de Sinan Hasiti (*ibid.*, pp. 59-60), de Bajram Seljani (*ibid.*, pp. 199-203). Ils reprochaient aux dirigeants de Belgrade de n'avoir pas consulté la direction politique du Kosovo sur cette question et de ne pas l'avoir informé à temps de leurs positions. Aussi exigèrent-ils la suppression de ce point dans les conclusions du plénum.
51. **Bilandžić (Dušan)**, *op.cit.*, p. 508.
52. **Stambolić (Ivan)**, *Put u bespuće* (*op.cit.*), p. 76.
53. À propos du rôle du comité central de la LCY dans le règlement de la question de l'unité de la serbie, voir : « Šta kažu važeća partijska dokumenta o odnosima u SR Srbiji » (Ce que disent les documents du parti en vigueur sur les relations au sein de la RS de Serbie), *Borba*, 08/07/88, p. 5.
54. **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, p. 302.
55. La première édition est parue en 1992 (**Đukić (Slavoljub)**), *Kako se dogodio vođja : borbe za vlast u Srbiji posle Josipa Broza* (Comment s'est comporté le pouvoir : luttes pour le pouvoir en Serbie depuis Josip Broz), Beograd : Filip Višnjić). La seconde version, revue et augmentée, a été publiée en 1994 (**Đukić (Slavoljub)**), *Između slave i anateme : politička biografija Slobodana Miloševića* (Entre gloire et anathème : biographie politique de Slobodan Milošević), chez le même éditeur).

56. Sabrina Rameta consacré un chapitre de son ouvrage (**Ramet (Sabrina)**, *Nationalism and Federalism in Yugoslavia 1962-1991*, Bloomington : Indiana University Press, 1992) à l'ascension de Slobodan Milošević au pouvoir : « A new Napoleon : the Rise of Slobodan Milošević », pp. 225-238. Les ouvrages portant sur la désintégration de la Yougoslavie ont finalement très peu mis l'accent sur son parcours politique. En outre, nous pouvons citer l'article d'Aleksa Djilas (**Djilas (Aleksa)**, « A profile of Slobodan Milošević », *Foreign Affairs*, 72 (3), été 1993). En Serbie même, Slobodan Antonić de l'Institut d'études politiques a tenté de caractériser l'exercice du pouvoir de Slobodan Milošević entre 1987 et 1995 (**Antonić (Slobodan)**, « Vlada Slobodana Miloševića : pokušaj tipološkog određenja » (Le pouvoir de Slobodan Milošević : tentative de typologie), *Srpska politička misao*, (1), 1995).
57. **Tomić (Yves)**, « Slobodan Milošević et la mutation de la Ligue des communistes de Serbie : du communisme au nationalisme populiste 1986-1989 », *L'autre Europe*, (34-35), 1996.
58. Selon Dragoslav Marković, interrogé par Mirko Đekić (**Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, pp. 332-333).
59. **Đukić (Slavoljub)**, *Kako se dogodio vođa* (*op.cit.*), p. 84.
60. **Đukić (Slavoljub)**, *Između slave i anateme* (*op.cit.*), p. 35.
61. **Đekić (Mirko)**, *op.cit.*, p. 335.
62. *Ibid.*
63. **Stambolić (Ivan)**, *Put u bezpuće* (*op.cit.*), p. 113. Ivan Stambolić déclare que les dirigeants des autres républiques avaient mésestimé sa politique et qu'en s'opposant à lui, ils firent le jeu de Slobodan Milošević.
64. Les conclusions furent publiées dans le quotidien *Politika* du 03/05/86, p. 6. Le document évoquait les tentatives de réhabilitation des « idées nationalistes conservatrices » et les pressions des nationalistes sur les institutions scientifiques, les associations artistiques, les maisons d'édition.
65. **Đukić (Slavoljub)**, *Između slave i anateme* (*op.cit.*), pp. 46-48.
66. Milenko Marković aborda cette question lors de la réunion de la commission pour l'action idéologique de la LC dans la sphère culturelle le 8 octobre 1986 (*Politika* du 10/10/86). Il évoqua le thème du nationalisme lors d'une réunion de la commission pour le développement des relations interethniques du Parti le 14 octobre 1986 (*Politika*, 15/01/86).
67. *Borba*, 09/10/86, p. 4. Selon Milenko Marković, le groupe de nationalistes au sein de l'Union des écrivains souhaitait transformer cette organisation en centre politique autonome et s'occuper plus de politique que de littérature (*Borba*, 10/10/86, p. 2).
68. Le Club culturel serbe avait été fondé en 1937 (et avait fonctionné jusqu'en 1941). Il avait contribué à l'ouverture de la question nationale serbe à la fin des années 1930, surtout après la création d'une unité administrative spécifiquement croate (*Hrvatska banovina*) au sein du Royaume de Yougoslavie en 1939. Il regroupait d'éminents intellectuels serbes : Slobodan Jovanović, Dragiša Vasić, Vladimir Ćorović, Laza M. Kostić etc. **Jovičić (Miodrag)**, *Jako srpstvo - jaka Jugoslavija : izbor članaka iz "Srpskog Glasa", organa Srpskog kulturnog kluba, objavljenih 1939-1940* (Serbie forte, Yougoslavie forte : sélection d'articles de *Srpski glas*, organe du club culturel serbe, parus en 1939-1940), Beograd : Naučna knjiga, 1991.
69. *Borba*, 15/10/86, p. 4.
70. *Politika*, 16/10/86, p. 6.
71. La LC de Serbie et l'organisation communiste de Belgrade étaient accusées de soutenir en demi-teinte les nationalistes serbes. Toutefois, la direction politique de la Province de Voïvodine se démarqua de ces positions (*NIN*, 02/11/86, pp. 12-13).
72. *Politika*, 31/10/86, p. 5.
73. *Borba*, 25-26/10/86, p. 3. Il s'agissait de faire état des travaux et débats de la commission constitutionnelle de l'Assemblée. Selon les députés de la Serbie étroite un pas en avant avait été franchi. Toutefois, les représentants de la Voïvodine avaient maintenu leurs désaccords sur

plusieurs points concernant les attributions et prérogatives de la Présidence de la RS de Serbie, la défense nationale, la sécurité intérieure, la justice, l'aménagement du territoire.

74. Depuis 1981, il s'agissait de la quatrième adoption de "conclusions" sur l'arrêt de l'exode des Serbes et Monténégrins du Kosovo. Des documents similaires, mais de moindre portée, avaient été adoptés en 1982, 1983 et 1985.

75. *Borba*, 17/11/86, p. 3.

76. *Borba*, 14/11/86, p. 3 et *Borba* du 17/11/86.

77. *Borba*, 12/12/86, p. 4. et *Politika*, 13/12/86 (le discours du président de la RS de Serbie, Ivan Stambolić, exprimant les motivations des changements souhaités y est repris, p. 5).

78. *Politika*, 13/12/86, p. 4.

79. *Borba*, 13-14/12/86, p. 2.

80. **Stambolić (Ivan)**, *Put u bespuće* (op.cit.), p. 131.

81. À propos des différences et de la division entre ces deux fractions, *ibid.*, pp. 153-164.

82. Le groupe des universitaires communistes comprenait Radoš Smiljković, professeur à la faculté des sciences politiques, Jagoš Purić, doyen de la faculté de mathématique, Danilo Marković, doyen de la faculté de sciences politiques, Nebojša Maljković, chargé de cours à la faculté de sciences politiques, etc. Ce groupe était appuyé par Ratomir Vico, directeur général de la Radio télévision de Belgrade et président de la commission pour le travail idéologique du comité central de la LC de Serbie et par Živorad Minović, rédacteur en chef du journal *Politika* et président de la commission de l'information du comité central de la LC de Serbie. Ces personnes pour la plupart n'étaient pas membres du comité central de la LC de Serbie, mais elles participèrent, par l'entremise de Slobodan Milošević, aux plénums du comité central et aux réunions de la Présidence du Parti.

83. Nikola Ljubičić, général à la retraite et membre influent de la présidence du Parti avait demandé à Ivan Stambolić de s'y rendre, le considérant comme le mieux à même de calmer la situation. Toutefois, il refusa d'y aller et Slobodan Milošević fut envoyé à Kosovo Polje. Ivan Stambolić conseilla ce dernier sur l'attitude à adopter face aux Serbes et Monténégrins du Kosovo. **Stambolić (Ivan)**, *Put u bespuće* (op.cit.), pp. 166-167.

84. *Politika*, 22/04/87, p. 6.

85. La réunion dura douze heures environ de 18h00 le vendredi 24 avril 1987 au samedi matin à 7h00. 80 personnes environ participèrent aux discussions, sur les 500 présentes, provenant de Kosovo Polje et d'autres localités de la Province.

86. Slobodan Milošević déclara : « camarades. Il faut que nous nous mettions d'accord et travaillions. Il n'est pas question de tenir un meeting. Les meetings ne régleront rien. Je vous prie de maintenir l'ordre vous-mêmes pour que la police n'ait pas à le faire.(...) ». *Politika*, 26/04/87, p. 6.

87. Selon Slavko Ćuruvija, journaliste au quotidien *Borba* présent sur les lieux, Slobodan Milošević demanda tout simplement à la police de ne pas intervenir et de ne pas battre les gens qui manifestaient ; voir *Borba* du 19/01/93 (feuilleton concernant l'ascension au pouvoir de S. Milošević : « Godine zaplet : decenija Slobodana Miloševića »).

88. *Politika*, 26/04/87, p. 1.

89. Extrait de son discours cité par **Đukić (Slavoljub)**, *Između slave i anateme* (op.cit.), p. 51.

90. **Pavlović (Dragiša)**, *Olako obećana brzina* (La vitesse promise à la légère), Zagreb : Globus, 1988, pp. 313-318.

91. Le texte des devoirs de la LC de Serbie concernant l'application des conclusions du Neuvième plénum de la LCY de juin 1987 a été publié dans *Politika*, 11/07/87, p. 13.

92. **Pavlović (Dragiša)**, *op.cit.*, pp. 98-99.

93. Le groupe des communistes issus de l'université (Radoš Smiljković, Slobodanka Gruden, Mihajlo Milojević, Jagoš Purić et Dušan Mitević) jouèrent un rôle fondamental dans le processus d'exclusion de Dragiša Pavlović. Membres de la présidence de l'organisation de la LC de Belgrade,

ils ne cessaient de critiquer sa politique. Alors que le Président de la Serbie Ivan Stambolić avait adressé une lettre de soutien à Dragiša Pavlović à l'occasion d'une réunion de la présidence de l'organisation communiste de Belgrade le 17 septembre 1987, ces universitaires protestèrent dans une lettre auprès de la présidence du Parti. Dans sa lettre, le Président de la Serbie s'opposait à l'ordre du jour de la réunion de la présidence du Parti fixée le 18 septembre 1987 concernant les positions de Dragiša Pavlović et affirmait que ce dernier avait respecté la politique de la Ligue des Communistes de Yougoslavie.

94. Voici ce qu'affirmait le communiqué de la présidence du Parti : « la présidence du comité central de la Ligue des Communistes de Serbie lors de sa réunion tenue les 18 et 19 septembre et présidée par Slobodan Milošević a étudié les raisons et les conséquences politiques de l'intervention de Dragiša Pavlović, membre de la présidence du comité central de la Ligue des Communistes de Serbie et président de la présidence du comité de l'organisation de la Ligue des Communistes à Belgrade lors de la réunion avec les journalistes le 11 de ce mois.(...). »

La présidence a décidé de proposer au comité central de relever Dragiša Pavlović de ses fonctions de membre de la Présidence du comité central de la Ligue des Communistes de Serbie pour résistance à l'application de la politique établie par la Ligue des Communistes. Ayant étudié les raisons et les conséquences politiques de l'intervention de Dragiša Pavlović devant les journalistes, la présidence du comité central de la LC de Serbie a constaté dans cette intervention l'existence affirmée d'une résistance, durant depuis déjà un certain temps, à la réalisation de certains devoirs des communistes dans la lutte pour l'unité idéologique.

L'intervention de Pavlović n'était pas fondée sur les avis du comité de la ville et de sa présidence. Depuis plus longtemps l'activité est ralentie et des comportements opportunistes dans l'application des devoirs des plénums idéologiques ayant établi les responsabilités de ceux, qui par leurs agissements, ont entaché le prestige et l'oeuvre de Tito, les acquis et les valeurs de notre révolution socialiste, ainsi que de ceux qui ont protégé ces premiers, sont tolérés. L'intervention de Dragiša Pavlović exprime la désunion entravant et bloquant l'application des devoirs pour régler les plus importants problèmes de la société, plus particulièrement l'application énergique de la politique établie sur le Kosovo. »

Nous reprenons ici les extraits du communiqué repris dans l'ouvrage de **Pavlović (Dragiša)**, *op.cit.*, pp. 110-111 ; le communiqué était bref par rapport à la longueur des discussions qui furent prises en notes (600 pages). Le sténogramme de la réunion ne fut distribué qu'aux membres du comité central. La proposition d'écarter Dragiša Pavlović, formulée par Slobodan Milošević, fut soutenue par onze membres de la présidence, quatre s'y opposèrent et cinq s'abstinrent de voter. Contrairement à l'ordre du jour, le président du Parti demanda à ce que l'Alliance socialiste du peuple travailleur limoge Ivan Stojanović, directeur de la Maison de presse *Politika* pour irresponsabilité. Il exigea aussi que l'organisation communiste de Belgrade exclut son secrétaire exécutif Radmilo Kljajić pour les mêmes raisons que Dragiša Pavlović. Voir **Pavlović (Dragiša)**, *op.cit.*, p. 166.

95. Les discussions furent longues lors du Huitième plénum. Sur les 82 intervenants dans les débats, un tiers environ n'étaient pas membres du comité central. Une fois de plus, les partisans de Slobodan Milošević, au sein de l'organisation de Belgrade et du Comité universitaire, non-membres de cette instance, avaient influé le cours de la réunion et pesé en faveur de la direction du Parti. *Ibid.*, p. 188.

96. Les quotidiens *Politika* et *Politika Ekspres* avaient déjà suspecté Dragiša Pavlović de s'opposer à la politique de la LCY sur le Kosovo. L'opinion avait nettement été orientée en défaveur du président de l'organisation communiste de Belgrade.

97. Huit membres du comité central s'opposèrent à l'exclusion de D. Pavlović de la présidence du Parti et 18 s'abstinrent (surtout des membres issus des Provinces autonomes).

98. Ses détracteurs parlèrent de putsch au sein du Parti. Néanmoins, force est de constater que l'appareil du Parti était dans les mains de Slobodan Milošević et de ses partisans et qu'une grande

partie des membres le soutenait. Dragiša Pavlović et Ivan Stambolić n'avaient pas su évaluer les changements d'opinion au sein du Parti.

99. En 1948, elle comptait 70,9 % de l'ensemble des minorités nationales sur le sol yougoslave. L'hétérogénéité ethnique ou nationale de la population de Serbie avait tendance à s'approfondir dans la mesure où la part relative des Serbes dans la population de la République ne cessait de diminuer depuis 1945 : en 1948, les Serbes représentaient 73,9 % de la population de Serbie ; en 1971, le chiffre diminua après une hausse en 1961 (74,6 %) et atteignit 71,2 % ; en 1981, cette proportion chuta en dessous des 70 % (66,4 %).

RÉSUMÉS

Cet article montre comment les dirigeants de la Ligue des Communistes de Serbie ont ouvert la question nationale serbe dans la Yougoslavie communiste, en soulevant la question de la position constitutionnelle de cette république divisée de fait en trois entités politiques. Il présente le combat de ces dirigeants pour l'unité de la République de Serbie, les conflits politiques suscités par cette question, notamment avec les dirigeants des provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo. L'auteur estime qu'il y a une discontinuité dans le traitement de cette question entre l'équipe dirigeante des années 1970 et du début des années 1980 et la direction politique établie en 1987, autour de Slobodan Milošević. Alors que les arguments pour l'unité de la Serbie s'inscrivaient dans une certaine rationalité (résoudre la crise économique et sociale) sous la direction politique de Dragoslav Marković et d'Ivan Stambolić, à partir de 1987, le principal argument invoqué par l'équipe de Slobodan Milošević est l'unification du peuple serbe dans la République de Serbie.

AUTEUR

YVES TOMIĆ

Yves Tomić est responsable des secteurs bulgare et ex-yougoslave de la BDIC (Nanterre) et co-directeur de *Balkanologie*.